

AVOCATS SANS FRONTIÈRES FRANCE

# PLAN D'ACTION

# 2024



AVOCATS SANS FRONTIÈRES  
France

*Là où la défense n'a plus la parole*



# 2024

## ÉDITO

### Une nouvelle année de défis !

2024 se dessine pour ASF France autour de la poursuite de ses projets au Nigeria, pour le renforcement de la protection des droits numériques des défenseurs des droits humains (journalistes, blogueurs), en Guinée et en Côte d'Ivoire au soutien des médias luttant pour la prévention des conflits, en Grèce, où notre Centre Juridique intervient depuis 2019 au soutien des personnes en exil, ou encore en République du Congo au soutien des mineurs en conflit avec la loi.

2024 sera également une année de nouveaux projets et de défis, en Guinée dans le cadre de l'accompagnement des victimes de violences basées sur le genre, au Cameroun au soutien des personnes privées de liberté, ou encore au Laos, où nous participerons au renforcement des mécanismes de lutte contre la corruption, qui demeure un obstacle majeur au respect des droits et libertés des plus vulnérables.

Cette année à venir sera enfin un temps de réflexion et de mise en œuvre de nouvelles actions en terres de conflit, au soutien de la défense de la défense et de celles et ceux, qui en tout temps et en tout lieu, agissent pour la défense de l'environnement et sont menacés, emprisonnés et condamnés en raison de cet engagement. Notre force d'action est celle de nos bénévoles, de nos partenaires et de nos salariés, alors nous vous remercions toutes et tous pour votre soutien constant qui nous permet de continuer à œuvrer pour les plus vulnérables et d'agir en chaque endroit où la défense n'a plus la parole.



**Matthieu Bagard**  
Co-président



**Paul-Albert Iweins**  
Co-président

## TÉMOIGNAGES SANS FRONTIÈRES



Il est très important pour moi de soutenir des causes nobles telles que celles d'Avocats Sans Frontières France, les femmes victimes de violences conjugales ou sexistes, le droit des enfants, et bien d'autres encore.

J'ai embrassé cette profession d'avocat il y a plus de 20 ans. Le droit de la défense est un principe fondamental de notre droit français.

Il faut mettre en place plus de Permanences Solidaires afin de pouvoir aider financièrement toutes les associations qui viennent en aide aux plus fragiles et démunis.

Me Alexandra LY - Avocate au Barreau de Toulouse, participante aux Permanences Solidaires en 2023.



AVOCATS SANS FRONTIÈRES  
1999

*La où la défense n'a plus la parole*

# CONTENU

<a href="#">EDITORIAL</a>	PAGE 02
<a href="#">SOMMAIRE</a>	PAGE 03
<a href="#">APERÇU RAPIDE DES PROJETS</a>	PAGE 03
<a href="#">NOTRE HISTOIRE</a>	PAGE 04
<a href="#">PRÉSENTATION</a>	PAGE 05
<a href="#">NOS PROJETS</a>	PAGE 06
<a href="#">PERSPECTIVES 2024</a>	PAGE 16
<a href="#">FORMATIONS</a>	PAGE 17
<a href="#">ILS NOUS SOUTIENNENT</a>	PAGE 18
<a href="#">COMMENT NOUS SOUTENIR ?</a>	PAGE 19

## APERÇU DES PROJETS



### AMAZONIE (PARÀ)



### CAMEROUN

**PAGOC** : Projet d'Appui à une GOuvernance carcérale basée sur les droits humains au Cameroun



### GRÈCE

**SAMOS LEGAL CENTRE**



### GUINÉE & CÔTE D'IVOIRE

**IMPACT** : Implication des Médias numériques pour une Prévention Active des Conflits et des Tensions



### GUINÉE

**LIBRE** : Lutte contre l'Impunité des auteurs de violences Basées sur le genre afin de Renforcer l'Egalité de genre en Guinée



### HAITI

**IMPLIC** : Implication et participation des acteurs pour la protection des droits des personnes privées de liberté



### KURDISTAN



### LAOS

**MAACI** : Multistakeholder Alliance Against Corruption and Impunity in Laos



### NIGERIA

**e-RIGHTS** : Enhancing digital rights in Nigeria



### RÉPUBLIQUE DU CONGO

**RAMADE** : Renforcement des capacités des acteurs nationaux et plaidoyer pour mettre fin aux violations grave des droits humains



# 1998 - 2023 : 25 ANS D'IMPACT POUR L'ACCÈS AU DROIT

## 1998

### Création d'ASF France par Me François Cantier.

Plusieurs avocats, futurs membres d'ASF France, participent au projet fondateur du mouvement Avocats Sans Frontières, « *Justice pour tous au Rwanda* », permettant la tenue de procès équitables avec l'acquittement de centaines d'innocents et l'assistance à des milliers de victimes.

## 1999

### Projet de système d'aide judiciaire au Kosovo :

défense des personnes poursuivies pour crimes contre l'Humanité ou crimes de guerre, et formation des avocats, juges et procureurs aux nouveaux instruments juridiques internationaux.



## 2004

**Début de l'intervention au Nigéria :** lutte contre la peine de mort et pour l'éradication de la torture dans les lieux de détention. En 2020, ASF France élargira son intervention aux problématiques des exécutions extrajudiciaires et des détentions arbitraires.

## 2006

**Projets d'accès au droit au Cambodge :** installation d'avocats sur tout le territoire cambodgien, formation du personnel judiciaire, accès des citoyens à la justice et défense des victimes des Khmers rouges devant les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (CETC).

## 2008

**Début de la collaboration avec ASF Mali** pour la défense de personnes injustement détenues, assortie de formations des acteurs de la chaîne pénale sur les outils internationaux de protection des droits humains.



## 2014

**Projet de lutte contre l'homophobie au Cameroun,** permettant de sensibiliser et de former les médias, les autorités religieuses et les acteurs de la chaîne pénale à la protection des droits des personnes LGBTI+, tout en assurant la défense de ces dernières devant les juridictions nationales.

## 2015

**Défense des droits des migrants à Calais.** En 2015, ASF France a choisi d'intervenir à Calais, où se concentrent quelques 3.000 migrants venus notamment d'Erythrée, du Soudan, de Syrie ou d'Afghanistan.

## 2016

**Deux nouveaux projets :** au Tchad, pour la défense de femmes et des mineurs incarcérés et victimes de mauvais traitements; en Côte d'Ivoire pour le soutien aux défenseurs des droits humains, harcelés ou menacés en raison de leur engagement.



## 2018

**Démarrage de deux projets dédiés aux droits des femmes et aux violences basées sur le genre,** d'abord dans la province de Battambang au Cambodge, puis en 2019 au Mali.

## 2019

**Installation du Samos Legal Centre** en Grèce auprès des demandeurs d'asile.

## 2021

**Trois missions sont menées au Kurdistan irakien et au Rojava (Kurdistan syrien)** où près de 200 enfants et 80 femmes français sont actuellement toujours détenus.

**ASF France démarre des activités en République de Guinée** relatives à l'accès au droit et à l'appui à la société civile.

## 2022 - 2023

**ASF France démarre des activités de renforcement du rôle positif de la société civile, dont les médias numériques,** en matière de prévention des conflits.

**Premiers projets en faveur d'un espace numérique sûr** en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Nigeria

“

LÀ OÙ LA DÉFENSE N'A PLUS  
LA PAROLE, NOUS AGISSONS.

”

## QUI EST ASF FRANCE ?

Créée en 1998, Avocats Sans Frontières France (ASF France) est une association de solidarité internationale à but non lucratif, régie par la loi française du 1er juillet 1901. Elle contribue à faire respecter les droits fondamentaux à travers le monde, partout où cela s'avère utile et nécessaire. Notre travail est guidé par 3 valeurs fondamentales qui se retrouvent au cœur de nos actions : Justice, Solidarité et Liberté.

## NOS MISSIONS

### FAVORISER L'ACCÈS AU DROIT ET À UNE JUSTICE ÉQUITABLE

POUR LES PERSONNES VULNÉRABLES ÉLOIGNÉES DE CELLE-CI, DÉTENUES ARBITRAIREMENT OU TORTURÉES.

**DÉFENDRE TOUTE PERSONNE PRIVÉE D'UNE DÉFENSE LIBRE ET INDÉPENDANTE AINSI QUE LES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS MENACÉS OU VIOLENTÉS DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS.**

**RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR ET L'AUTONOMIE DES ACTEURS LOCAUX DE LA DÉFENSE ET DE LA PROMOTION DES DROITS HUMAINS (SOCIÉTÉ CIVILE ET ACTEURS DE LA CHAÎNE PÉNALE).**

## NOTRE STRATÉGIE D'ACTION

ASF France assure bénévolement la défense de toute personne dont les droits fondamentaux sont menacés et qui est privée d'une défense libre et indépendante. Nous intervenons également lorsqu'un avocat subit des pressions liées à sa profession : menaces, incarcérations, assassinats. Au-delà de son statut d'avocat, c'est le citoyen qui est privé de défense et donc de justice. ASF France a pour vocation de promouvoir l'accès au droit. C'est pourquoi nous participons à la mise en place de systèmes d'aide juridique et judiciaire.

Dans cette perspective, nous œuvrons afin d'apporter aux personnes les plus vulnérables la protection du droit là où elle n'existe pas : mise à disposition de services juridiques (consultations itinérantes ou sédentaires), renforcement de systèmes judiciaires, sensibilisation de la population et des acteurs judiciaires... Enfin, ASF France s'engage à renforcer le pouvoir d'agir et l'autonomie des acteurs locaux de la justice ainsi que de la défense et de la promotion des droits humains. Pour cela, nous leur proposons une formation initiale et continue adaptée à leurs besoins spécifiques.



# AMAZONIE

Durée du projet : Janvier 2024 - Décembre 2024

Zones d'intervention : État du Pará – Amazonie Brésilienne

## CONTEXTE

La région connue sous le nom de Bas-Tocantins, située dans l'État du Pará, est devenue un lieu stratégique pour les entreprises ayant d'importantes activités sur le marché international des matières premières, ainsi qu'un des principaux carrefours logistiques pour les exportations brésiliennes du Centre-Ouest et de l'Amazonie, en particulier le soja, les minéraux, le bétail et le bois.

Barcarena est la municipalité du Bas-Tocantins qui concentre la présence de grandes entreprises et où la logistique est allouée pour relier l'Amazonie brésilienne et le Centre-Ouest au marché international. Elle abrite déjà de grands ports de vrac et de minerais.

Le district industriel de Barcarena compte actuellement 94 entreprises installées sur une superficie de plus de 8 000 hectares, et le gouvernement de Helder Barbalho a encouragé son expansion.

L'association FASE (Federação de Órgãos para Assistência Social e Educacional – Fédération d'organisations pour l'aide sociale et éducative), engagée dans des actions d'organisation et de développement local, communautaire et associatif au Brésil, envisage de dénoncer et traduire en justice les crimes socio-environnementaux commis par les entreprises minières à Barcarena.

ASF France a été sollicitée par FASE afin d'être formé et outillé pour répondre aux attentes des communautés vis-à-vis du processus de responsabilisation des entreprises, notamment françaises.

## OBJECTIF DU PROJET

**Renforcer** les capacités de l'association FASE et des éducateurs populaires sur le devoir de vigilance des entreprises.

## PERSPECTIVES 2024

En partenariat avec CCFD Terre Solidaire, ASF France va **former et outiller** les éducateurs populaires et les membres de FASE afin qu'ils puissent **comprendre et transmettre** aux communautés les éléments relatifs au devoir de vigilance des entreprises.



## PARTENAIRES



Le **CCFD-Terre Solidaire** est une ONG française fondée en 1961, qui travaille pour la solidarité internationale en

soutenant des projets de développement, de lutte contre les injustices et de promotion des droits humains.



**FASE**, fondée en 1961 au Brésil, est une ONG œuvrant pour le développement local, la résistance à la dictature et la

promotion de la démocratie, en mettant l'accent sur l'organisation communautaire et la lutte contre les inégalités sociales, économiques et environnementales.

# PAGOC

## PROJET D'APPUI À UNE GOUVERNANCE CARCÉRALE BASÉE SUR LES DROITS HUMAINS AU CAMEROUN

**Durée du projet :** Avril 2024 - Mars 2027

**Zones d'intervention :** Yaoundé, Douala, Bafoussam, Buea, Bamenda, Garoua et Maroua

### CONTEXTE

Le Cameroun dispose d'un cadre législatif protecteur des droits humains, ancré dans la constitution de 1996 et soutenu par la ratification de diverses conventions internationales. Malgré ces avancées, le pays fait face à des défis majeurs, notamment une augmentation des arrestations arbitraires et de la détention provisoire, conduisant à une surpopulation carcérale, notamment dans des établissements vétustes avec des taux d'occupation dépassant souvent 600%. En 2021, 58% des détenus étaient en détention provisoire. La répression des actes de terrorisme, définie de manière large par la loi de 2014, a conduit à des arrestations arbitraires, des jugements militaires pour des civils, et l'utilisation fréquente de la peine de mort.

Les conditions matérielles dans les prisons sont critiques, avec une inégalité de traitement entre détenus. Les étrangers et les femmes sont particulièrement affectés, avec des violations fréquentes des droits humains à tous les niveaux du système pénal. Les épidémies de Covid-19 et de choléra en 2022 ont mis en évidence les conditions d'hygiène déplorable et le faible accès aux soins de santé des détenus. L'absence de soutien professionnel et psychologique aggrave la vulnérabilité des ex-détenus, contribuant à un taux élevé de récidive.

### OBJECTIFS

- **Contribuer** à la consolidation d'une gouvernance carcérale et judiciaire sensible aux droits humains et à la protection des personnes en détention, notamment les détenus les plus vulnérables au Cameroun.
- **Mise en place** d'une dynamique participative et inclusive mobilisant toutes les parties prenantes afin d'améliorer l'accès à la justice des personnes détenues vulnérables, leurs conditions de détention, leur réinsertion socio-professionnelle, d'appliquer effectivement les peines alternatives en vue de réduire la population carcérale.

"PAGOC est un projet innovant qui va contribuer à désengorger les centres de détention au Cameroun. Ce projet accorde une place importante à la réinsertion des détenus qui auront été accompagnés. Les études de référence qui seront conduites constitueront à coup sûr une base importante sur la problématique de la l'accès à la justice pour les détenus au Cameroun. [...] L'engagement militant des partenaires pour la justice et le respect des droits humains est un atout majeur pour la réussite du projet."  
*Théophile Sobngwi – Coordinateur exécutif le RIDEV*

- **Contribuer** à un changement de paradigme dans la représentation et la perception du système carcéral, qui est aujourd'hui davantage orientée vers la punition et la déchéance.

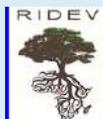
### PERSPECTIVES 2024

- **Cartographie** des acteurs impliqués dans la promotion et protection des droits des détenus.
- **Formation** des avocats et des acteurs de la chaîne pénale sur la protection des droits humains et droits des personnes privées de liberté.
- **Assistance judiciaire** auprès des personnes privées de liberté en situation de vulnérabilité ou en détention préventive.
- **Sensibilisation** des détenus sur leurs droits, les voies de recours et les procédures légales à travers un guide.

### PARTENAIRES TECHNIQUES



Le Réseau Camerounais des Organisations des Droits de l'Homme (RECODH) est un réseau associatif, constitué d'associations et de collectifs d'associations travaillant à la promotion et protection des droits de l'Homme et de la gouvernance.



Research Institute for Development (RIDEV) est une organisation de la société civile, à but non lucratif, qui agit en faveur des populations vulnérables. Sa principale mission est d'améliorer la qualité de vie des habitants dans les territoires en conflit ou à risque.

### SOURCES DE FINANCEMENT



# SAMOS LEGAL CENTRE

Durée du projet : Depuis janvier 2019

Zones d'intervention : Grèce, île de Samos

*"Être membre du Samos Legal Centre constitue un défi quotidien. Notre équipe fait donc de son mieux pour soutenir les demandeurs d'asile afin qu'ils aient accès à une aide juridique et qu'ils luttent pour leurs droits fondamentaux."*

*Dimitra Dokanari, Avocate grecque du Samos Legal Centre*

## CONTEXTE

Samos, une île de la mer Égée, est située en face de la côte turque. Sa situation géographique en fait l'un des principaux points d'entrée des demandeurs d'asile qui traversent la Turquie pour demander une protection internationale en Europe. En réponse à l'important manque d'assistance juridique sur l'île, Avocats Sans Frontières France a ouvert le Centre juridique de Samos en janvier 2019 et fournit depuis lors un soutien juridique aux demandeurs d'asile qui sont sous restriction géographique à Samos. L'équipe composée d'avocates grecques et de bénévoles internationaux et communautaires travaille en coopération avec les acteurs et partenaires locaux pour garantir l'accès à la justice et que le droit de demander l'asile soit protégé.

## OBJECTIF

- **Contribuer** à garantir le droit de demander l'asile et protéger les droits fondamentaux des demandeurs d'asile.

## PERSPECTIVES 2024

- **Augmenter le partage d'information juridique sur la procédure d'asile.** Mise en place d'une permanence juridique hebdomadaire chez nos partenaires opérant près du camp. Ateliers d'information sur la procédure d'asile à destination des personnes demandant l'asile. Atelier de sensibilisation des acteurs non juridiques sur l'île.
- **Développer les actions de plaidoyer et de contentieux stratégique.** Introduction de demandes de mesures provisoires devant la CEDH pour des demandeurs d'asile en situation d'extrême vulnérabilité. Introduction de requêtes devant l'Ombudsman grec. Participation à des déclarations communes.
- **Continuer l'accompagnement juridique d'un maximum de personnes demandant l'asile à Samos.** Préparation aux entretiens de demande d'asile. Prise en charge de dossiers devant les Comités d'appel. Identification et orientation des personnes en situation de vulnérabilité. Préparation et introduction des demandes de réexamen. Soutien dans le cadre de procédure de réunification familiale.

- **Renforcer les capacités du projet qui rentre dans sa 5ème année d'existence.** Renforcement de la coopération avec les autres acteurs. Optimisation des outils et du lieu de travail. Perfectionnement des politiques internes de protection des données.

## PARTENAIRES TECHNIQUES



**Samos Volunteers** est un mouvement de bénévoles offrant aux demandeurs d'asile une éducation informelle, des services d'hygiène et un soutien psychosocial.



**I Have Rights** est une ONG juridique et politique qui fournit un accès à des informations juridiques individualisées et un soutien aux personnes en mouvement à Samos.



**Human Rights Legal Project**, fondé en 2020 à Samos par des travailleurs humanitaires, a établi une voie d'orientation juridique pour les demandeurs d'asile et les réfugiés qui souhaitent déposer une plainte ou demander une assistance juridique lorsqu'ils ont été victimes d'une violation des droits humains.

## SOURCES DE FINANCEMENT



Fonds  
Inkermann  
Sous l'égide de  
la Fondation de  
France

Fondation Yo &  
Anne-Marie  
Hamoud



L'ORÉAL  
FONDS POUR LES FEMMES

# IMPACT

## IMPLICATION DES MÉDIAS NUMÉRIQUES POUR UNE PRÉVENTION ACTIVE DES CONFLITS ET DES TENSIONS



Durée du projet : 1er mars 2022 - 29 février 2024)  
Zones d'intervention : Guinée et Côte d'Ivoire

"Le Réseau des Professionnels de la Presse en Ligne de Côte d'Ivoire (REPPRELCI) s'honore de participer au projet IMPACT. Ce projet important a permis de mener plusieurs activités pertinentes pour l'écosystème de la presse mais également pour la paix et la cohésion sociale. Parmi ces activités, figure la caravane de lutte contre la désinformation et les discours de haine que le REPPRELCI s'apprête à organiser. Cette caravane sillonnera 10 grandes métropoles du pays pour former et sensibiliser des étudiants, des élèves, et autres populations civiles contre la désinformation et les discours de haine. Quelque 10 000 bénéficiaires sont visés par cette caravane."  
Lassina Serme, Président du REPPRELCI

### CONTEXTE

Le projet IMPACT est né de la nécessité de renforcer le rôle positif de la société civile en Afrique de l'Ouest, dont les médias numériques, en matière de prévention des conflits afin de participer plus globalement à la consolidation d'une paix durable. IMPACT vient ainsi en appui à la société civile afin de maximiser le potentiel des médias (traditionnels, communautaires, sociaux) sur les dynamiques de conflit pour qu'ils contribuent à construire et consolider une paix durable en Côte d'Ivoire et en Guinée. En ce sens, le projet considère que la société civile doit pouvoir jouer un rôle central dans la prévention des conflits et doit bénéficier à cet effet d'un renforcement de ses capacités.

Les activités mises en œuvre sont complémentaires et ont pour objectifs d'analyser le rôle des médias dans le cadre de la couverture des conflits et de favoriser la création de synergies pour soutenir l'échange et l'expérience, de renforcer les capacités des médias en les dotant d'outils pour maximiser leur potentiel, et enfin de mobiliser les médias et acteurs de la société civile contre les discours haineux et en faveur des processus de dialogue.

### OBJECTIFS

- **Contribuer** à consolider une paix durable en Afrique de l'Ouest.
- **Renforcer** le rôle positif de la société civile, dont les médias numériques, en matière de prévention des conflits.

### SOURCES DE FINANCEMENT



### PERSPECTIVES 2024

- **Mise en place** d'actions pour favoriser la vérification des faits et l'autorégulation des médias via le renforcement de l'Observatoire des Médias Numériques en Côte d'Ivoire (OMENCI).
- **Sensibilisation** des journalistes citoyens sur la haine et les informations trompeuses au moyen de contenu multiforme en Côte d'Ivoire.
- **Renforcement** des capacités des citoyens sur le potentiel des médias numériques via la mise à disposition d'un MOOC sur la lutte contre la désinformation et les propos haineux.
- **Atelier de formation** sur la lutte contre la désinformation et les propos haineux en Guinée à destination de 50 patrons de presse et membres de la société civile.

### PARTENAIRES



**Danaïdes** est une ONG qui développe des outils et des canaux de communication pour la protection des populations civiles situées dans des pays en conflit.



**AfricTivistes** est un réseau panafricain de blogueurs et web-activistes basé au Sénégal qui a pour ambition de promouvoir et de défendre les valeurs démocratiques, les droits humains et la bonne gouvernance à travers le numérique.



**Association des Blogueurs de Guinée (ABLOGUI)** vise à promouvoir la participation citoyenne à l'édification de la démocratie à travers les technologies de l'information et de la communication.



Le **Réseau des Professionnels de la Presse en Ligne de Côte d'Ivoire (REPPRELCI)** est une faitière historique des médias numériques ivoiriens qui a pour objet de promouvoir et de développer la presse en ligne en Côte d'Ivoire.

## LIBRE

LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ DES AUTEURS DE VIOLENCES  
BASÉES SUR LE GENRE AFIN DE RENFORCER L'ÉGALITÉ DE  
GENRE EN GUINÉE

**Durée du projet :** Mars 2024 - Février 2027

**Zones d'intervention :** Guinée (Conakry, Kankan, Mamou)

*"Ce nouveau projet mis en œuvre en consortium avec ASF France nous permettra sans doute de renforcer nos actions en faveur de l'accès à la justice des personnes en situation de vulnérabilité mais aussi dans la prise en charge des victimes de VBG en Guinée." Kadiatou Konate, Membre du Club des Jeunes Filles leaders de Guinée*

## CONTEXTE

**Les droits humains** en République de Guinée se heurtent à de nombreux obstacles d'ordre institutionnel et socioculturel. La situation des femmes demeure marquée par un accès limité aux services sociaux et aux ressources de production, une participation restreinte aux processus de décision à tous les niveaux et une faible reconnaissance de leurs droits. Selon le rapport d'Enquête Nationale sur les VBG de 2016, 80,7% des femmes des 15- 69 ans ont subi au moins une fois à n'importe quel moment de leur vie des actes de violence émotionnelle, psychologique, physique et 29,3% d'entre elles ont subi des violences d'ordre sexuel. De plus, l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) élaborée pour la Guinée en 2018 constate un taux de mariage précoce préoccupant et un recours extrêmement massif à la pratique de l'excision.

**Toutefois**, des progrès réels sont menés en matière de droits des femmes et d'égalité de genre, grâce aux programmes et projets mis en œuvre par le gouvernement, les partenaires au développement et les OSC. Ainsi, LIBRE a été conçu pour répondre à ces problématiques en renforçant la société civile qui doit jouer un rôle important en matière de lutte contre les VBG en Guinée afin de favoriser la mise en œuvre effective de la législation applicable préexistante concernant les VBG et à la condamnation des auteurs de ces violences.

## OBJECTIFS

- **Contribuer** à la lutte contre les discriminations basées sur le genre et notamment contre les VBG en Guinée.
- **Participer** à la lutte contre l'impunité des auteurs de VBG en favorisant l'accès des victimes à la justice et impulser un changement de comportement des autorités et de la population.

## SOURCE DE FINANCEMENT



## PERSPECTIVES 2024

- **Développement** d'un cadre de concertation des acteurs clés luttant contre les VBG en Guinée.
- **Elaboration** d'une base de données visant à collecter, centraliser et analyser les données en matière de VBG.
- **Actions de plaidoyer** pour collecter de manière systématique les données relatives aux VBG.
- **Création, animation et formation** de clubs scolaires des droits humains et du genre dans les écoles et universités des zones ciblées par le projet.
- **PEC holistique** des victimes de VBG ainsi que les référencement nécessaires.
- **Campagne de communication digitale** pour sensibiliser l'opinion publique et les autorités sur les VBG et leur judiciarisation.
- **Plaidoyer** auprès des autorités afin de favoriser le développement de la médecine légale en Guinée.
- **Déploiement** d'un plaidoyer en vue de l'instauration d'un fonds intégré dirigé par la société civile.

## PARTENAIRES TECHNIQUES



**Le Centre Guinéen de Promotion et de Protection des Droits de l'Homme (CPDH)** est une ONG guinéenne se consacrant à la promotion et à la protection des droits de l'homme. Ses activités comprennent la sensibilisation du public, la représentation juridique des victimes, le plaidoyer auprès des autorités pour des réformes législatives et politiques visant à renforcer la protection des droits de l'homme.



**Le Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée (CJFLG)**, fondée en février 2016, est une association militante pour les droits des femmes et des enfants de la République de Guinée. Son activité principale est la lutte contre les mariages forcés, les viols conjugaux et les mutilations génitales.

# IMPLIC

## IMPLICATION ET PARTICIPATION DES ACTEURS POUR LA PROTECTION DES DROITS DES PERSONNES PRIVÉES DE LIBERTÉ

**Durée du projet :** 50 mois à partir de mars 2020

**Zones d'intervention :** Zone Métropolitaine de Port-au-Prince incluant Petit-Goâve, Cabaret et la Commune de la Croix-des-Bouquets, ainsi que des juridictions de Gonaïves, Cayes, Hinche / Mirebalais, Fort-Liberté, Jérémie, Jacmel, Grande-Rivière Nord, Cap-Haïtien et Port-de-Paix

*"Fort est de constater l'évolution croissante de la délinquance ainsi que le risque accru des jeunes vivant dans des situations difficiles après leur libération, de ne pas retrouver une certaine dignité, le programme de réinsertion sociale du projet IMPLIC vise à permettre à ces anciens détenus vulnérables, quasiment isolés et exclus de la société, d'aller à une école technique pour apprendre un métier, de trouver un travail et de nouer des liens sociaux afin d'avoir accès ou retrouver une autonomie personnelle, professionnelle, le cas échéant une confiance en soi afin de mieux s'intégrer dans la communauté."*

**Ketty Julien - Directrice Exécutive de l'IMED**

### CONTEXTE

L'action a été conçue pour répondre à ces problématiques avec comme objectif de contribuer au renforcement de l'État de droit et au respect des droits humains en Haïti. Plus spécifiquement, le projet entend contribuer à la défense et à la protection des droits des personnes privées de liberté par l'implication et la participation des acteurs nationaux en Haïti. Ce sont la société civile et les acteurs nationaux qui permettront un changement dans les comportements et un renforcement durable de la protection et de la défense des droits des personnes privées de liberté.

### OBJECTIFS

- **Renforcement** de l'État de droit et **protection** des droits des personnes privées de liberté en Haïti
- **Implication** et **participation** accrue des acteurs nationaux de la société civile



### SOURCES DE FINANCEMENT



### PERSPECTIVES 2024

- **Réinsertion socio-professionnelle** des cas identifiés par le partenaire du projet l'IMED.
- **Réalisation** des capsules vidéo.
- **Formations**.
- **Prise en charge** des cas par le CALSDH.
- **Appui logistique** au BINUH.



### PARTENAIRES TECHNIQUES



Le **Collectif d'Avocat-e-s Spécialisé-e-s en Litige Stratégique des Droits Humains (CALSDH)** est une organisation haïtienne œuvrant en faveur d'une meilleure protection des droits humains. Le CALSDH a pour objectif de mener des cas emblématiques devant les tribunaux nationaux et internationaux susceptibles d'avoir des répercussions sur la société.



L'**Institut Mobile d'Éducation Démocratique (IMED)** est une organisation haïtienne de défense des droits de la personne. L'IMED sensibilise les Haïtiens à leurs droits en tant que citoyens et électeurs grâce à des programmes radiophoniques hebdomadaires et des sessions d'information, en collaboration avec des cliniques éducatives itinérantes.

# KURDISTAN

**Durée du projet :** Depuis 2020

**Zones d'intervention :** Kurdistan irakien et Kurdistan syrien

## PRÉSENTATION DU PROJET

ASF France a démarré ses activités en lien avec le Kurdistan en 2020 à la suite de la chute de l'État islamique. Depuis, des centaines de femmes et d'enfants originaires d'Europe sont retenus dans des camps des conditions inhumaines et ASF France contribue au rapatriement des ressortissants français (enfants et femmes) détenus dans les camps sous administration kurde en vue de la prise en charge des enfants et de la judiciarisation des femmes en France.

## OBJECTIFS DU PROJET

**Contribuer** au rapatriement des ressortissants français (enfants et femmes) détenus dans les camps sous administration kurde en vue :

- De la prise en charge des enfants,
- De la judiciarisation des femmes en France.

*"Face aux conditions dramatiques dans lesquelles sont actuellement détenus sans droit ni titre des femmes, enfants et jeunes majeurs dans les camps et centres de rétention du nord-est syrien, ASF France s'est mobilisée aux côtés d'avocats mandatés par des familles en France, et s'est rendue sur zone à 4 reprises pour que se concrétise enfin le rapatriement urgent de ces nationaux. ASF France est également intervenue en qualité de tierce partie devant la Cour européenne des droits de l'homme pour que la justice exerce un droit de regard sur cette situation qui heurte nos valeurs fondamentales." Me Matthieu BAGARD, co-président d'ASF France et Expert bénévole.*

## PERSPECTIVES 2024

- **Appui au plaidoyer** pour le rapatriement des ressortissants français (enfants et femmes) détenus illégalement dans les camps du Nord-Est Syrien.
- **Étude de la situation** des hommes et des jeunes majeurs devenus adultes détenus dans les camps du Nord-Est Syrien.
- **Suivi** de l'arrêt de la Grande chambre de la Cour européenne des droits de l'homme qui condamne la France au titre de l'article 32 du protocole n° 4 de la Convention prévoyant que nul ne peut être privé du droit d'entrer sur le territoire de l'Etat dont il est le ressortissant.
- **Renforcement** de capacités des avocats du barreau d'Erbil via des formations en ligne.



Citadelle d'Erbil, ville d'Erbil, Kurdistan irakien

# MAACI

## MULTISTAKEHOLDER ALLIANCE AGAINST CORRUPTION AND IMPUNITY IN LAOS

**Durée du projet :** Juillet 2024 - Juin 2028  
**Zones d'intervention :** Laos

### CONTEXTE

Le Laos se classe 126e sur 180 pays dans l'indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International. Malgré des progrès, selon le PNUD, la corruption au Laos affecte encore de manière disproportionnée les populations les plus pauvres et les plus vulnérables, limitant leur accès aux services essentiels et aux opportunités de progrès socio-économiques, ce qui perpétue le cycle de la pauvreté et de la marginalisation, en exacerbant encore les inégalités sociales. Bien que le Laos ait ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption et qu'il ait par conséquent promulgué une loi nationale contre la corruption en 2005, le niveau élevé de corruption et d'impunité dans le pays est une préoccupation majeure pour la réalisation des objectifs du gouvernement en matière de lutte contre la corruption et l'impunité.

Le projet entend répondre à ces problématiques en rassemblant les acteurs étatiques et non étatiques de la lutte contre la corruption pour participer à la modification de la loi contre la corruption, dans le but de créer un cadre juridique plus inclusif et participatif. Grâce à cet effort de collaboration, l'action proposée a le potentiel d'entraîner des progrès significatifs dans la lutte contre la corruption.

### OBJECTIFS

- **Renforcer** la responsabilité et la transparence au Laos, en garantissant un accès équitable et impartial à la justice et aux services essentiels pour tous les citoyens.
- **Renforcer** la capacité de l'autorité d'inspection de l'État (SIA) à prendre des mesures anti-corruption et à lutter contre l'impunité aux niveaux national et local.
- **Accroître** la sensibilisation et la capacité des citoyens et des organisations de la société civile à identifier et à signaler les comportements répréhensibles qui entravent l'accès des citoyens à la justice et aux services.

"MAACI est un projet essentiel qui contribuera à la stratégie nationale du gouvernement pour la lutte contre la corruption au Laos. Le projet s'inscrit également dans la stratégie d'Oxfam au Laos visant à renforcer la collaboration entre la société civile et les partenaires du développement afin d'améliorer la participation des citoyens et de contribuer à la bonne gouvernance au Laos." *Khamphy Khamvong, représentant d'Oxfam au Laos.*

### PERSPECTIVES 2024

- **Élaboration** d'une étude d'évaluation des politiques et pratiques de lutte contre la corruption.
- **Révision** du manuel de formation de la SIA.
- **Renforcement** de la coordination entre la SIA et l'Assemblée Nationale (NA) et les Assemblées Populaires Provinciales (PPA).
- **Recherche** sur l'impact de la corruption sur les femmes et les filles.

### PARTENAIRES TECHNIQUES



**Gender Development Association (GDA)** se consacre à la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes. En outre, l'organisation défend activement les droits des femmes dans le contexte du mouvement plus large en faveur de la justice, en s'efforçant d'éliminer les disparités et les injustices fondées sur le sexe dans le système juridique.



OXFAM au Laos

**Oxfam** est une organisation internationale qui lutte contre la pauvreté et les injustices sociales. Elle agit à travers des programmes de développement, de secours d'urgence et de plaidoyer pour promouvoir des changements. Elle est présente dans plus de 90 pays à travers le monde.

### SOURCE DE FINANCEMENT



# e-RIGHTS

## ENHANCING DIGITAL RIGHTS IN NIGERIA

Durée du projet : Mars 2023 - Septembre 2025

Zones d'intervention : Lagos, Abuja, Kano (Nigeria); IMO state.

*"Nous assistons à un mouvement progressif dans lequel les responsables des agences liées à la technologie numérique sont disposés et prêts à travailler avec les groupes de la société civile pour relever les défis qui entravent l'épanouissement des droits numériques. Le défi à relever, à mon avis, est que de nombreuses personnes commencent à prendre conscience de la nécessité d'un accès sans entrave aux droits numériques, alors que les questions complexes de la protection de la vie privée, des lois sur la protection des données [...] sont mal comprises." Y-Z - Directeur Exécutif du Citad*

### CONTEXTE

Le projet e-RIGHTS vise à promouvoir les droits de la population nigériane dans la sphère numérique, en exploitant les possibilités offertes par les nouvelles technologies et en relevant les défis qu'elles posent. Le projet répondra directement aux besoins des jeunes Nigériens, des activistes, des journalistes, des médias en ligne, des blogueurs, des influenceurs des réseaux sociaux, des défenseurs des droits humains et des citoyens qui aspirent à disposer d'un accès libre et ouvert à internet.

### OBJECTIFS

- **Renforcer** les droits numériques au Nigeria pour une meilleure protection des défenseurs des droits de l'Homme et de la population.
- Les défenseurs des droits de l'Homme reconnaissent et sont capables de faire **face aux menaces numériques** auxquelles ils sont confrontés.
- Un **environnement propice** à la jouissance des droits numériques est établi au Nigeria.



### PERSPECTIVES 2024

- **30 juges de IMO et LAGOS** seront formés aux droits numériques.
- **7 sessions de travail** seront organisées permettant aux experts de travailler sur le guide de réforme politique sur les droits numérique au Nigeria.
- **30 cas de violations des droits numériques** seront signalés sur la plateforme numérique avant la fin du projet.
- **Une formation en ligne (MOOC)** sera disponible pour les activistes sur les droits numériques, les mécanismes de protection et les outils de sécurité en ligne.
- **2 Situation- Rooms** seront organisées pour renforcer le droit numérique au Nigeria.
- **9 vidéos** seront produites par des influenceurs/influenceuses nigérian(e)s pour promouvoir les droits numériques et la liberté d'expression.

### PARTENAIRES



**Spaces for Change (S4C)** est une organisation à but non lucratif qui s'efforce d'intégrer les droits humains dans les processus de gouvernance sociale et économique au Nigeria.



Le **CITAD** est une organisation non gouvernementale et sans but lucratif qui s'engage à utiliser les technologies de l'information et de la communication pour le développement et la promotion de la bonne gouvernance.

### SOURCES DE FINANCEMENT



# RAMADE

## RENFORCEMENT DES ACTIVITÉS POUR LA MISE EN APPLICATION DES DROITS DE L'ENFANT

**Durée du projet :** Juillet 2023 – Février 2024

**Zones d'intervention :** Congo Brazzaville /  
Pointe Noire

### CONTEXTE

Le projet **RAMADE** pour le "Renforcement des Activités pour la Mise en Application des Droits de l'Enfant" est un projet de 24 mois mis en oeuvre par le REIPER et financé par l'Union Européenne en République du Congo. Le projet a pour objectif principal de favoriser le respect et la mise en oeuvre des droits de l'enfant en République du Congo.



### OBJECTIFS

- **Développer et renforcer** des actions visant à favoriser l'assistance juridique des mineurs en conflit avec la loi.
- **Permettre** l'accès aux droits à l'identité et à la protection de remplacement aux enfants privés de protection parentale.
- **Renforcer** les capacités des membres du REIPER en vue de la mise en oeuvre de bonnes pratiques de protection et de la participation des enfants.

### SOURCE DE FINANCEMENT



*"Le projet RAMADE est un projet novateur puisqu'il permet de s'attaquer notamment à l'accompagnement des mineurs en conflit avec la loi en République du Congo. Ces mineurs sont malheureusement trop laissés pour compte que ce soit par leur famille ou par l'État Congolais. Le projet permet donc à la fois de former les acteurs de la chaîne pénale pour un meilleur respect de leurs droits mais également une assistance juridique, psychologique et médicale pour que ces mineurs puissent voir leur dignité un minimum respectée" - Maxime PROUX - chef de projet REIPER*

### PERSPECTIVES 2024

- **Réalisation** de la 3ème et dernière mission à destination des acteurs de la chaîne pénale et des assistants sociaux à Brazzaville.
- **Concevoir** en collaboration avec les OSC congolaises, un guide d'information et de sensibilisation sur les procédures et les recours possibles afin d'assurer la protection de ces mineurs, dans un format d'une vingtaine de pages et comportant des images et des schémas afin d'être accessible à tout public. Ce guide sera par la suite diffusé en 500 exemplaires auprès des acteurs concernés.



### PARTENAIRE ET LEADER DU CONSORTIUM



Le Réseau des Intervenants sur le Phénomène des Enfants en Rupture (REIPER) est une association à but non lucratif composée de 22 structures intervenant sur l'ensemble du territoire et principalement à Brazzaville et Pointe Noire. Ce sont près de 900 enfants qui sont pris en charge, chaque année, par les structures membres du REIPER.



## NOS PERSPECTIVES EN 2024

2023 a été une année douloureuse pour les droits humains dans le monde entre l'intensification des conflits armés et sociaux et le chaos climatique. Les crises des droits humains et leurs conséquences transcendent souvent les frontières et les réponses à apporter se trouvent dans les principes universels des droits humains internationaux et de l'état de droit.

Avec ses moyens et son expertise, ASF France continue d'apporter son appui au respect, à la défense et à la promotion des droits humains.

### LA DÉFENSE D'URGENCE

Le travail de soutien aux défenseurs des droits humains et aux personnes victimes de violations des droits humains est à l'origine d'ASF France.

Notre mission s'est élargie au fil du temps, les modes d'intervention et de collaboration ont évolué, pourtant ce soutien est au cœur de notre travail d'appui et d'accompagnement des personnes victimes de violation de leurs droits et de leur entourage.

En 2024, ASF France ambitionne de mobiliser davantage de moyens techniques et financiers pour répondre aux besoins urgents de défense des personnes privées de leurs droits. La continuité des conflits et l'émergence de nouveaux, confirme la volonté d'ASF France de continuer son action en faveur de la lutte contre l'impunité des crimes les plus graves et de participer à la mise en œuvre des droits des victimes.

### ENTREPRISES, DROITS HUMAINS ET ENVIRONNEMENT

Les inégalités ne cessent de s'accroître dans le monde et les acteurs économiques ont un pouvoir grandissant. Les défenseurs des droits humains et de l'environnement sont de plus en plus souvent cibles d'attaques et les communautés peinent à obtenir réparation pour des violations de leurs droits économiques, sociaux et culturels.

En 2024, ASF France renouvelle son engagement et son soutien, aux côtés des communautés, des partenaires et des acteurs locaux, pour une plus grande responsabilité des entreprises, pour le respect du droit à un environnement sain et pour l'amélioration de l'accès des victimes à la justice.

### NOUVELLE TECHNOLOGIE ET DROITS HUMAINS

Alors que les technologies numériques façonnent de plus en plus notre façon de vivre et d'interagir, les droits humains ne sont pas intégrés au cœur du cycle de vie de ces technologies. Quel est l'impact potentiel de ces technologies avancées sur les droits fondamentaux de l'homme ?

En 2024, ASF France continue ses réflexions et actions en lien avec les problématiques et enjeux juridiques essentiels tels que la liberté d'expression, l'accès équitable à la technologie et aux avantages de la société numérique, le partage de l'information ou encore la surveillance numérique.

## NOTRE SERVICE DE FORMATION

« Très bien, très ludique. A l'appui des documents il a été facile de comprendre la formation. »  
Témoignage à la sortie du webinaire sur les droits des personnes privées de liberté

### UNE QUALITÉ GARANTIE PAR 25 ANS D'EXPÉRIENCE ET UNE CERTIFICATION

Avocats Sans Frontières France, c'est aussi un organisme de formation professionnelle. Sa certification Qualiopi est un gage de qualité qui rend ses formations susceptibles d'être homologuées par le Conseil National des Barreaux (CNB) et d'être prises en charge par les Opérateurs de Compétences (OPCO) ou le Fonds Interprofessionnel de Formation des Professionnels Libéraux (FIF PL).

**Qualiopi**   
processus certifié

 **RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

La certification qualité a été délivrée au titre de la catégorie d'action suivante:  
ACTIONS DE FORMATION

### DES FORMATIONS SUR COMMANDES

ASF France propose des formations intra-organismes, c'est-à-dire des prestations sur commandes pour des groupes désireux de renforcer leurs compétences en matière de droit des personnes vulnérables avec une perspective internationale.

Commandez nos formations sur les droits des victimes de VBG, les droits des personnes privées de liberté, la défense des victimes ou des accusés devant la CPI, le droit d'asile. Vous pouvez aussi commander d'autres thématiques, pour des formations sur mesure.



### ACCESSIBILITÉ

Si vos apprenants sont en situation de handicap ou ont des besoins spécifiques, n'hésitez pas à nous les présenter pour que la personne référente étudie les aménagements possibles.



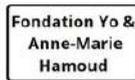
Renseignez-vous auprès de **M. Matthias Cougnaud**  
05 34 31 17 83  
[formations@avocatsansfrontieres-france.org](mailto:formations@avocatsansfrontieres-france.org)

# ILS NOUS SOUTIENNENT !

## BAILLEURS ET PARTENAIRES INSTITUTIONNELS



## PARTENAIRES PRIVÉS



## ORGANISATIONS D'AVOCATS

LES BARREAUX  
DE FRANCE



CABINET  
EMBASE



## RÉSEAUX



# COMMENT NOUS DONNER LES MOYENS D'AGIR ?



**Vous pouvez faire un don en ligne ou par courrier (chèque ou virement).** Renvoyez le formulaire de dons à ASF France : 13 rue des Fleurs - 31000 Toulouse. Vous pouvez même opter pour un don mensuel !



**Vous pouvez faire du mécénat ou mobiliser votre entreprise :** organiser un événement caritatif avec vos collaborateurs, mettre en vente des produits en reversant un pourcentage, commander une formation sur mesure, souscrire à l'arrondi en caisse.



**Vous pouvez acheter nos produits solidaires,** comme les cartes de vœux ou la robe treillis d'ASF France confectionnée par L'Artisan Costumier pour décorer votre cabinet d'avocat ou vos locaux.



**Vous pouvez adhérer : en ligne ou par courrier.**



**Vous pouvez faire un don ou une cotisation via votre cabinet, si vous êtes avocat.**



**Vous pouvez commander des formations sur mesure** en France, sur des thématiques juridiques, andragogiques ou géopolitiques animées par nos experts bénévoles.



**Vous pouvez faire un legs ou toute autre libéralité (don manuel, donation, assurance-vie).** Association reconnue d'utilité publique, ASF France est habilitée à recevoir des legs, donations et assurances-vie, entièrement exonérés des droits de succession et de mutation.



**Vous pouvez mobiliser votre Barreau, si vous êtes avocats,** pour organiser des Permanences Solidaires en coordination avec le Conseil Départemental d'Accès au Droit (CDAD).



**Vous pouvez faire des microdons en ligne sans dépenser** en naviguant sur Lilo ou Bing solidaire, ou en achetant en ligne avec Helpfreely.



Renseignez-vous auprès de **M. Matthias COUGNAUD** :  
05 34 31 17 83  
[developpement@avocatsansfrontieres-france.org](mailto:developpement@avocatsansfrontieres-france.org)

« Soutenir ASF France, c'est soutenir le combat pour les justes causes, celles où se joue la liberté et parfois la vie » ROBERT BADINTER

## BULLETIN DE DON

### JE FAIS UN DON DÉDUCTIBLE DES IMPÔTS À ASF FRANCE

Scannez le QR code ci-contre  
pour une démarche en ligne



#### J'apporte un soutien ponctuel.

- 30 €       50 €       100 €       Autre montant : .....€
- Soit 10 € après réduction fiscale      Soit 17 € après réduction fiscale      Soit 34 € après réduction fiscale

Merci de joindre un chèque bancaire ou Postal à l'ordre d'Avocats Sans Frontières France France.

#### J'apporte un soutien régulier par prélèvement automatique.

À partir du ..... (JJ/MM/AAAA), j'autorise Avocats Sans Frontières France à prélever sur mon compte :

- Chaque année :  30 €     50 €     100 €     Autre montant : .....€
- Chaque mois :  30 €     50 €     100 €     Autre montant : .....€

Merci de compléter l'autorisation de prélèvement automatique, puis de la retourner à ASF France en y joignant un RIB

Nom du titulaire à débiter : .....

Nom et adresse de la Banque : .....

CODE BANQUE CODE GUICHET N° DU COMPTE CLE RIB

Prénom et Nom de la personne ou Nom de l'organisme : .....

Adresse : .....

Code Postal : ..... Ville : .....

Adresse mail : .....

Date : ..... Signature : .....







**Avocats Sans Frontières France**

13 rue des Fleurs  
31000 Toulouse - France  
Tel. +33 (0)5 34 31 17 83

[www.avocatssansfrontieres-france.org](http://www.avocatssansfrontieres-france.org)

Tenez-vous au courant de nos dernières nouvelles !



**AVOCATS SANS FRONTIERES**  
France

*Là où la défense n'a plus la parole*